



Pour diffusion immédiate : 31/10/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

SUITE À LA PROGRESSION DES CRIMES DE HAINE ET DE PARTIALITÉ, LA GOUVERNEURE HOCHUL DÉPLOIE TOUTES LES RESSOURCES DISPONIBLES DE L'ÉTAT POUR PROTÉGER LES NEW-YORKAIS DANS LES COMMUNAUTÉS À RISQUE ET SUR LES CAMPUS UNIVERSITAIRES

50 millions de dollars de subventions disponibles pour les forces de l'ordre locales afin de prévenir et d'élucider les crimes de haine et d'autres crimes

Les 25 millions de dollars de subvention pour la sécurisation des communautés contre les crimes de haine permettent de sécuriser les lieux de culte, les centres communautaires et d'autres sites à risque

La gouverneure confie au juge Jonathan Lippman le soin de procéder à un examen approfondi de l'antisémitisme et des politiques antidiscriminatoires sur les campus de la CUNY

La police de l'État de New York va élargir son unité d'analyse des médias sociaux pour surveiller les menaces dans les écoles et les campus universitaires

La division des droits de la personne de l'État de New York organisera des cercles communautaires pour rassembler les New-Yorkais

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui une série de mesures visant à déployer toutes les ressources disponibles pour assurer la sécurité des New-Yorkais à la suite d'une recrudescence des incidents motivés par la haine et les préjugés dans les semaines qui ont suivi les attentats terroristes du Hamas du 7 octobre. Dans une adresse aux New-Yorkais, la gouverneure Hochul a souligné les 50 millions de dollars mis à la disposition des forces de l'ordre locales pour prévenir et résoudre les crimes de haine et d'autres crimes, les 25 millions de dollars de financement de la sécurité pour les groupes communautaires et les centres culturels à risque, l'expansion de l'unité d'analyse des médias sociaux de la police de l'État de New York, et une nouvelle initiative de la Division des droits de la personne. La gouverneure Hochul a également annoncé que le juge Jonathan Lippman, ancien juge en chef de New York et juge en chef de la Cour d'appel de l'État de New York, très respecté, procédera à un examen indépendant par un tiers des politiques et procédures de l'Université de la ville de New York (City University of New York) relatives à l'antisémitisme et à la discrimination.

« Ma priorité absolue est de protéger la sécurité et le bien-être de tous les New-Yorkais », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « Soyons clairs : nous ne pouvons pas permettre que la haine et l'intimidation deviennent normales. En tant que gouverneure, je réaffirme qu'il n'y a aucune tolérance à New York pour l'antisémitisme, l'islamophobie ou la haine sous quelque forme que ce soit, et qu'il est essentiel de déployer toutes les ressources possibles de l'État pour assurer la sécurité des New-Yorkais. »

« En ce moment, il est essentiel que nous veillions les uns sur les autres et que nous fassions en sorte que les New-Yorkais de toutes origines soient protégés de la haine et soutenus par l'amour », **a déclaré le lieutenant-gouverneur Antonio Delgado.** « Nous veillerons à ce que les communautés de notre État soient sûres et à ce que les gens soient libres d'être ce qu'ils sont. »

50 millions de dollars pour les forces de l'ordre dans tout l'État

L'État de New York débloque 50 millions de dollars pour l'achat de technologies et d'équipements destinés aux forces de l'ordre afin de moderniser leurs opérations et de résoudre et prévenir plus efficacement les crimes, y compris les crimes de haine. Le DCJS est chargé de l'administration du financement et la date limite de soumission est fixée au mercredi 8 novembre 2023 à midi. Le DCJS a lancé [l'appel à candidatures](#) après avoir recueilli les commentaires des services de police et des bureaux de shérifs à l'automne dernier sur le type de technologie et d'équipement dont ils ont besoin. Les agences peuvent demander un financement pour une variété d'équipements et de technologies, y compris, mais sans s'y limiter, les lecteurs de plaques d'immatriculation, les caméras de surveillance mobiles et fixes, les systèmes de répartition assistés par ordinateur, les logiciels, les véhicules aériens sans pilote, les dispositifs de détection de coups de feu et les équipements intelligents pour les véhicules de patrouille et les officiers de police.

25 millions de dollars pour les subventions Securing Communities Against Hate Crimes.

La gouverneure Hochul a annoncé qu'un montant supplémentaire de 25 millions de dollars est disponible pour les subventions Securing Communities Against Hate Crimes (SCAHC). Compte tenu de la persistance de la haine et de l'extrémisme dans le pays et à l'étranger, la gouverneure a également demandé au DCJS de développer de nouvelles innovations et stratégies à intégrer dans le programme SCAHC à l'avenir - telles que l'augmentation du montant maximum de la bourse, un processus de demande simplifié et continu, et des évaluations de l'équipement de protection et de la technologie déployés. Ces changements potentiels permettront de répondre aux besoins actuels et aux défis auxquels sont confrontées les organisations qui risquent d'être victimes de crimes de haine.

En juillet, la gouverneure [a annoncé](#) les dernières subventions accordées par le SCAHC à 497 organisations dans tout l'État pour 1 081 projets d'une valeur totale de 51 680 910 dollars, dont 8 899 091 dollars pour 187 projets de cybersécurité. Administré par le DCJS, le programme SCAHC fournit des fonds pour renforcer les

mesures de sécurité et prévenir les crimes de haine contre les centres communautaires et civiques à but non lucratif, les musées culturels, les garderies et d'autres organisations à but non lucratif qui peuvent être vulnérables en raison de leur idéologie, de leurs croyances ou de leur mission. Ce financement peut être utilisé pour soutenir les améliorations de la sécurité extérieure ou intérieure, y compris, sans toutefois s'y limiter, l'éclairage, les serrures, les alarmes, les boutons d'alarme, les clôtures, les barrières, les contrôles d'accès, le verre résistant aux chocs et les films résistants au souffle, les systèmes de sonorisation et, pour la première fois, les mesures visant à renforcer la cybersécurité. Les fonds peuvent également couvrir les coûts associés à la formation en matière de sécurité.

Examen par un tiers des politiques et procédures de la CUNY relatives à l'antisémitisme et à la discrimination

L'examen des politiques et procédures de la CUNY, que la gouverneure Hochul a demandé au juge Jonathan Lippman de mener, comprendra des recommandations d'actions pour le conseil d'administration de la CUNY afin de renforcer ses politiques antidiscriminatoires et de contribuer à la protection des étudiants et des enseignants juifs. Le juge Lippman, avocat au bureau new-yorkais de Latham & Watkins, sera assisté par son cabinet dans le cadre de l'examen. L'examen devrait comprendre des entretiens, des recherches et d'autres consultations et couvrir les sujets suivants :

- L'environnement du campus, y compris une évaluation des attitudes et des perspectives de l'antisémitisme sur les différents campus de la CUNY.
- Politiques, procédures et systèmes actuels de l'université en matière d'enquête sur les plaintes pour antisémitisme.
- Cohérence du traitement par l'université des plaintes relatives à l'antisémitisme et à tous les autres types de discrimination.
- Équilibre approprié entre la liberté d'expression et la protection du droit des étudiants à recevoir une éducation exempte de menaces, d'intimidations ou de discriminations antisémites.

Un rapport sur les conclusions du juge Lippman est attendu au printemps.

Le juge Jonathan Lippman a déclaré, « En tant que juge et avocat, j'ai toujours mis l'accent sur l'équité et l'égalité de la justice. Ce même sens de l'équité et de l'absence d'intimidation, pour les étudiants juifs et tous les autres membres de la communauté universitaire de CUNY, sera au centre de mon examen. L'antisémitisme et la discrimination sous toutes leurs formes sont inacceptables et je suis honoré que la gouverneure m'ait demandé de m'acquitter de cette tâche importante. »

Élargir l'analyse des médias sociaux pour identifier les menaces et les activités criminelles

La police de l'État de New York utilise les activités et les messages des médias sociaux accessibles au public pour aider à identifier les activités criminelles crédibles qui se déroulent dans l'État. Mais le réservoir d'informations est si vaste et évolue si

rapidement que les efforts actuels de la police d'État ne font qu'effleurer la surface de ce qu'il est possible de détecter et d'interdire. La gouverneure Hochul a annoncé l'octroi de 700 000 dollars supplémentaires pour renforcer l'unité d'analyse des médias sociaux du NYSIC en dotant une équipe d'analystes d'une analyse quotidienne de l'activité des médias sociaux accessibles au public — en particulier en ce qui concerne les menaces de violence à l'école, les activités des gangs et les armes à feu illégales — afin de relier les informations aux enquêtes criminelles existantes, d'ouvrir de nouvelles enquêtes et de communiquer des informations sur les menaces au personnel de terrain approprié.

Cercles communautaires

En réponse aux récents événements survenus au Moyen-Orient, l'unité de prévention de la haine et des préjugés de la division des droits de la personne (Division of Human Rights, DHR) proposera des cercles communautaires pour discuter de la manière dont les membres de la communauté ont été affectés par ces événements et pour s'aider mutuellement dans leur lutte pour faire face et guérir. Ces cercles se dérouleront en personne et seront spécifiques à la communauté, afin de créer un espace sûr pour tous.

Cette annonce s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés par la gouverneure Hochul pour renforcer les protocoles de sécurité contre les crimes motivés par la haine et les préjugés, à la suite de l'attaque du Hamas contre Israël. La semaine dernière, la gouverneure Hochul [a annoncé](#) le lancement d'une nouvelle ligne téléphonique et d'un formulaire en ligne permettant aux New-Yorkais de signaler rapidement les incidents liés à la haine et aux préjugés. Immédiatement après les attentats terroristes du Hamas, la gouverneure Hochul a pleinement [activé](#) le bureau de lutte contre le terrorisme de la division de la sécurité intérieure et des services d'urgence (Division of Homeland Security and Emergency), élargi la surveillance des médias sociaux par la police d'État et demandé aux dirigeants de la MTA et de l'autorité portuaire de patrouiller dans les centres de transit à haut risque. En juillet, la gouverneure Hochul [a annoncé](#) l'octroi d'une subvention de plus de 51 millions de dollars pour améliorer la sûreté et la sécurité des organisations exposées aux crimes de haine.

Le Bureau des services aux victimes (Office of Victim Services) soutient 239 programmes d'aide aux victimes dans tout l'État, qui fournissent des services directs et un soutien aux victimes et aux survivants d'actes criminels et à leurs familles, ainsi que le remboursement et l'indemnisation des dépenses liées aux actes criminels si une personne n'a pas d'autres ressources pour les payer. Visitez ovs.ny.gov pour plus d'informations.

Jackie Bray, commissaire de la division de la sécurité intérieure et des services d'urgence (Division of Homeland Security and Emergency Services) de l'État de New York, a déclaré, « La coordination entre les différents niveaux de gouvernement et les agences est essentielle pour la protection des New-Yorkais. Cet investissement renforcera le partenariat entre l'État de New York et le FBI et augmentera la capacité de chacun à réduire et à faire cesser les violences motivées par la haine. »

Maria L. Imperial, commissaire de la division des droits de la personne de l'État de New York (New York State Division of Human Rights), a déclaré, « La division des droits de la personne (Division of Human Rights) s'engage à construire une meilleure ville de New York, exempte de haine et de préjugés et remplie d'amour pour tous. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons reconnaître notre humanité commune et nous unir contre la haine. »

Rossana Rosado, commissaire à la division des services de justice pénale de l'État de New York (New York State Division of Criminal Justice Services), a déclaré, « La haine n'a pas sa place à New York. Je suis fière du travail accompli par mon équipe, qui fournit un financement essentiel pour aider à protéger les organisations à risque et leurs concitoyens new-yorkais. Merci, gouverneure Hochul, pour votre leadership et votre engagement à éradiquer la haine et à travailler sans relâche pour que nos partenaires locaux disposent des ressources dont ils ont besoin pour assurer la sécurité de leurs communautés. »

La directrice du Bureau des services aux victimes de l'État de New York, Elizabeth Cronin, a déclaré, « Tout crime peut être traumatisant pour les victimes, mais être victime d'un crime de haine peut avoir un impact dévastateur non seulement sur la santé physique d'une personne, mais aussi sur sa santé mentale. Nous offrons des ressources et un soutien à ces victimes et survivants pour les aider à aller de l'avant. Je salue l'engagement de la gouverneure Hochul à garantir la sécurité de tous les New-Yorkais dans nos rues. »

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)